

Coût de la vie

M. Reid: Je pense que les députés aimeraient connaître la logique sur laquelle repose la stratégie de l'opposition.

Une voix: Certainement, dites-le-nous.

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous pourrions peut-être permettre au député de poursuivre.

M. Reid: Monsieur l'Orateur, je vais citer un extrait du bas de la page 3 de l'étude. M. Smith y affirme ce qui suit:

L'utilisation occasionnelle d'une politique des revenus a toujours été une technique politiquement attrayante pour montrer que le gouvernement tente de combattre l'inflation tout en améliorant le niveau de vie et en assurant une distribution plus juste des revenus. On peut observer un cycle d'appui populaire pour une politique des revenus qui débute par des pressions en faveur de la politique, une réaction contre celle-ci une fois qu'elle est en vigueur depuis un certain temps, une pause où les souvenirs de la dernière expérience s'estompent suivie d'une phase d'enthousiaste renouvelé pour une nouvelle forme de cette politique.

Le chef de l'opposition (M. Stanfield) constate que nous avons un problème au Canada et il veut y apporter une solution. Il nous suggère comme solution d'adopter une mesure inefficace tout simplement parce qu'elle semble politiquement attrayante. Voilà la politique économique du chef de l'opposition et de ses fidèles. Si ce chef pouvait imposer cette politique à ses fidèles, il aurait un point en sa faveur, mais aujourd'hui, lorsque le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a annoncé une subvention pour le lait et a précisé les sommes accordées, le porte-parole officiel de ce parti a déclaré qu'elle n'était pas valable, qu'ils n'en voulaient pas; qu'ils s'y opposaient.

Peu de temps après cette déclaration, un autre député de ce parti a demandé: «Pourquoi ne donnez-vous pas davantage?» Qui est vraiment le porte-parole de ce parti; est-ce le député de Don Valley (M. Gillies), est-ce le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) est-ce le chef de l'opposition ou le député d'Edmonton-Ouest? Qui parle en matière de politique financière au nom de l'opposition?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Le véritable critique financier voudrait-il bien se lever?

M. Reid: Dans la plupart des autres domaines, on sait qui parle au nom de l'opposition. On sait que le député qui parle du transport est le député de Vegreville (M. Mazankowski). Nous le savons tous et nous savons aussi que le député qui parle d'expansion économique régionale est le député de Central Nova (M. MacKay), mais quand il s'agit de questions financières, il y a une foule de porte-parole du parti conservateur qui créent une telle confusion que personne, ni même les députés de ce côté-là peuvent comprendre exactement quelle est leur politique.

Je n'aime pas citer des exemples de l'étranger pour démontrer quels effets un programme de contrôle des prix et revenus aurait au Canada, mais nous savons d'expérience ce qui s'est produit aux États-Unis. M. Smith a très bien prouvé quels en ont été les résultats en Grande-Bretagne. J'aimerais maintenant vous signaler un article publié aujourd'hui dans le *Globe and Mail* et intitulé «Les économistes rejettent la suggestion de la Commission et affirment que le contrôle des prix et salaires est une grave erreur». Voilà le résultat d'une étude faite par deux des principaux économistes de la Banque royale qui ont étudié à leur tour le rapport officiel de la Commission des prix et

[M. Reid.]

revenus. J'insiste ici, surtout auprès des députés de l'opposition officielle, qu'aucun économiste qui vient d'un organisme dont le nom comprend le mot «royal» ne peut être de nos amis; il s'agit donc d'une opinion impartiale. Voici ce qu'ils avaient à dire:

L'inefficacité des contrôles dans une économie surchauffée a été maintes fois démontrée et la récente expérience américaine dans le blocage des prix, surtout en ce qui concerne ceux des denrées, a prouvé la futilité de tels essais.

Pour ce qui est de restreindre la demande, la politique fiscale et monétaire demeure toujours le meilleur recours, tandis qu'en ce qui concerne le problème de la pénurie de l'offre, un blocage généralisé des prix est inefficace.

Nous avons entendu l'intervention passionnée du député de Don Valley qui a déclaré qu'il doit y avoir un meilleur moyen. Je crois vraiment qu'il doit avoir vu le film intitulé «Le Candidat», car c'est la technique qu'il suivait. Le député importe ses idées politiques des États-Unis.

Une voix: Oui, et ce candidat l'a emporté.

M. Reid: Pour ce qui est des questions économiques, le véritable problème consiste à choisir quel économiste on veut croire. Les économistes que le parti conservateur a formés, amenés dans son camp et, de temps en temps, présentés à l'admiration de tous, ont bouclé la boucle des politiques économiques et tout autre économiste au Canada peut y répondre.

Les solutions que le parti conservateur propose, c'est-à-dire le blocage des prix et des salaires ou l'imposition de certains contrôles avec la coopération des provinces, ne sont pas pratiques. Je rappelle aux députés l'expérience qu'a faite un ancien ministre des Finances, M. Benson, qui, à un moment donné, a tenté d'imposer des restrictions volontaires de salaires de 6 p. 100. Il a participé à une conférence tenue au Manitoba avec les premiers ministres des provinces qui se sont tous mis d'accord pour faire de leur mieux afin de comprimer les hausses de salaire à 6 p. 100. Le monde des affaires allait serrer la vis aux hausses de prix. Qu'est-il arrivé exactement? Le moment crucial venu, les premiers ministres des provinces se sont dispersés comme des moineaux. Ils n'étaient pas prêts à faire face aux exigences et à présenter un front commun. Toute la politique s'est désagrégée, s'est dissoute, parce que les premiers ministres des provinces n'étaient pas disposés à jouer leur rôle. Selon moi, quiconque fait une proposition et laisse entendre que les premiers ministres des provinces vont se laisser convaincre par les membres de l'opposition officielle et mettre leur carrière politique en danger ne sait pas ce qu'il dit et n'est pas au courant de la situation au Canada.

La civilisation industrialisée occidentale a traversé une crise déplorable en 1969 et 1970.

Une voix: Allons donc!

M. Reid: Comme le député de Verdun (M. Mackasey) l'a indiqué, ce sont les travailleurs pauvres et ceux qui n'ont pas suffisamment de pouvoir fiscal pour se défendre qui en ont souffert. Selon la position actuelle du gouvernement, la plupart des gens sont capables de se protéger contre les pires effets de l'inflation, et le gouvernement prendra donc des mesures pour protéger ceux qui sont sans défense.

Une voix: Vous n'y croyez pas vraiment?